Document generated on 09/26/2024 4:19 a.m.

Études internationales

BERGER, Thomas U. *Cultures of Antimilitarism : National Security in Germany and Japan.* Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 269 p.

Christian Lechervy

Volume 31, Number 1, 2000

URI: https://id.erudit.org/iderudit/704140ar
DOI: https://doi.org/10.7202/704140ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Lechervy, C. (2000). Review of [BERGER, Thomas U. *Cultures of Antimilitarism : National Security in Germany and Japan.* Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 269 p.] *Études internationales*, *31*(1), 204–206. https://doi.org/10.7202/704140ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

diens, faite par un Canadien, aurait pu donner un exercice biaisé. L'auteur évite ce piège du favoritisme et les Casques bleus de l'ONU, toutes nationalités confondues, reçoivent des commentaires tantôt positifs, tantôt négatifs appropriés à leur niveau de compétence ou d'incompétence. La couverture du travail des Casques bleus est cependant incomplète, puisqu'il n'y est à peu près pas fait mention de la participation des militaires japonais, irlandais, allemands et néo-zélandais.

Il s'agit toutefois de lacunes bien mineures pour un contenu aussi riche d'information. Il est toutefois malheureux que l'édition du livre ne soit pas à la hauteur de son contenu. De trop nombreuses fautes de frappe brisent le rythme et agacent le lecteur. De plus, étant donné le nombre considérable de lieux, de missions et d'individus cités dans le texte, la présence d'un index était indispensable et son absence se fait cruellement sentir. Le livre perd ainsi une grande partie de son potentiel d'ouvrage de référence, ce qui est dommage.

Manon TESSIER

Chargée de recherche
Institut québécois des hautes études internationales

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Cultures of Antimilitarism : National Security in Germany and Japan.

BERGER, Thomas U. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1998, 269 p.

Explorant la culture politico-militaire de l'Allemagne et du Japon de l'après-guerre, T.Berger est convaincu que les décideurs du Congrès et du Pentagone qui critiquent souvent avec amertume le manque de solidarité militaire de ces Alliés, sous-estiment un élément essentiel : la profondeur de la culture antimilitariste des sociétés d'outre-Atlantique et d'outre-Pacifique. Pour faire émerger cette réalité, il se fait tour à tour historien des idées politiques et observateur attentif de l'action internationale des deux États depuis 1945. La démonstration de l'enseignant new-yorkais est plus ambitieuse encore ; il veut démontrer comment les deux États ont réussi leur transition politique d'une culture martiale vers un anti-militarisme consubstantiel à leur projet politique.

L'axiome est séduisant mais, du côté allemand, bon nombre de postulats du raisonnement sont, aujourd'hui, battus en brèche par les actions militaires entreprises dans les Balkans en général et au Kosovo, en particulier. Certes, les difficultés d'une solidarité en action lors de la guerre du Golfe ne se fit pas sans mal et avec des moyens limités. Cependant, les avancées obtenues à cette occasion, n'ont plus jamais été remises en cause depuis. La Bosnie en fut le premier théâtre d'essais et la dernière crise kosovare les confirma. Le changement de majorité parlementaire au *Bundestag* ne fut même en rien un obstacle à la décision de participer avec des moyens aériens et terrestres aux opérations de guerre contre Belgrade.

La culture antimilitariste allemande est donc loin d'être aussi figée que ne le craignent ceux qui attendent de l'Allemagne un rôle sur la scène internationale à la mesure de

son poids économique ou de ceux qui souhaitent faire valoir cet argument pour redéfinir le *burden sharing* transatlantique et obtenir des compensations budgétaires de Berlin. En outre, l'auteur mésestime combien le principal allié européen de l'Allemagne, la France, souhaite lui aussi, cette évolution et l'entraîne peu à peu vers des actions militaires communes tout au moins en Europe comme en témoignent l'engagement de la brigade franco-allemande en Bosnie ou encore le déploiement d'une force d'extraction européenne en Macédoine. Même s'il persiste en Allemagne de réelles appréhensions à de telles opérations qui peuvent être terriblement meurtrières pour les armées, toutes les réticences et les hésitations ne sont pas que de nature culturelle.

Faute de certains moyens, il est difficile de conduire au-delà de l'espace centre-Europe, dévolu aux armées allemandes pendant la guerre froide, des opérations militaires d'envergure et dans des conditions optimales pour les militaires comme pour les décideurs politiques. L'« otanisation » de la défense allemande l'a durablement enfermée dans un modèle d'armée inapproprié à bon nombre d'opérations militaires en coalition en particulier à l'extérieur de l'espace européen. Ne disposant pas des outils de projections stratégiques autonomes (ex. transport, renseignement, arme de destruction massive...) au contraire des États-Unis, voire de la Grande-Bretagne et de la France, il lui est bien difficile objectivement de jouer le même rôle que ses « grands » partenaires. Cette analyse des moyens opérationnels, tout comme la construction européenne auraient mérité d'être ainsi discutées.

Le détour par l'Europe tel qu'il s'esquisse depuis le sommet franco-britannique de Saint-Malo et les conclusions du sommet européen de Cologne, éloignent l'Allemagne de toute intention passive. De plus, au sein de l'Union européenne, à la différence de la Suède ou de l'Autriche, l'Allemagne n'a jamais théorisé ni une quelconque neutralité ou ses réticences au recours aux armes et à la force. De la même manière, les relations franco-allemandes en matière de défense, les avancées de la construction européenne (traité d'Amsterdam, Monsieur PESC...) sont, elles aussi, des contraintes de conduite pour Berlin ; autant de dimensions absentes de l'analyse de T.Berger. Or, dès l'époque du chancelier Kohl, W.Rühe à la tête du ministère de la Défense s'était engagé sur ce chemin. L'instrumentalisation de la politique de défense à des fins de politique étrangère dans le cadre du Triangle de Weimar avec la France et la Pologne, les coopérations ad hoc avec Paris vis-à-vis de la Hongrie et de la Roumanie ou encore avec la Pologne et le Danemark vers les pays Baltes, participent également directement à l'action militaire allemande à l'étranger. On peut certainement s'interroger sur la capacité de Berlin à universaliser ses actions opérationnelles ou de coopération militaire mais pas sur une impossibilité totale de les mener à bien.

Reste à savoir si les restructurations industrielles en cours ne vont pas elles aussi conduire à une adaptation de la culture politico-militaire allemande. L'éventuelle vente d'un satellite d'observation militaire franco-allemand (Matra-DASA) à Taïwan, ne pourra être sans conséquence sur la

politique chinoise de Berlin comme celle de Paris. En outre, une participation allemande aux programmes à venir de fusion du renseignement et de renforcement des capacités satellittaires européennes ne serait être sans conséquence sur la manière dont l'administration voire l'opinion publique appréhenderont les modes de prévention et de gestion des crises. À n'en pas douter, même dans le cas japonais, de tels instruments à la disposition du *Boisho* et du *Gaimusho* modifieraient la culture nippone de l'action politique à l'étranger, plus encore si Tokyo est devenu un membre de plein exercice du Conseil de sécurité des Nations Unies. En attendant, une chose est sûre. Si Berlin et Tokyo sortirent ensemble défaits de la Seconde guerre mondiale, leur réinsertion dans leur espace politico-militaire national, régional et international se fait selon des trajectoires bien différentes. Vu d'Europe, leur culture militaire diverge plus qu'elle ne converge vers un mode « antimilitariste ».

Christian LECHERVY

INALCO
Paris

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

La république d'Haïti et la Deuxième Guerre mondiale.

AUGUSTE, Marcel B. Québec, 1998, 368 p.

Grâce à une longue expérience de la recherche historique sur la république d'Haïti, l'auteur nous trace dans les détails l'action d'Haïti sur la scène internationale durant la dernière guerre mondiale. Une abondante fouille documentaire – à partir de journaux, mais aussi des documents officiels de l'époque produits par le gouvernement haïtien ou par le corps diplomatique international – permet à l'auteur de dresser un tableau aussi complet que possible de l'action des divers acteurs publics tels que les gouvernements, les chefs d'État, mais aussi les médias, l'opinion publique et même l'opposition.

Il démontre ainsi la grande complexité mais également comment, petit à petit, la dernière grande guerre fut «l'occasion» idéale pour installer – avec la complicité et le support concret des États-Unis surtout, de la France et des pays alliés – une « *dictature légale* » à l'intérieur du pays. C'est à travers le relevé, chapitre par chapitre, des diverses questions internationales qu'Haïti a eu à traiter à l'époque que le lecteur découvre, sans que l'auteur le signale explicitement, le processus concret « d'engendrement » d'une politique intérieure fondée sur *l'ordre*, d'abord et avant tout.

Pour ce faire, l'auteur situe d'abord la notion de *guerre mondiale* en insistant sur le fait qu'en réalité, elle a été déclenchée en 1938 avec la guerre de la Chine et du Japon. Ensuite, dans les deux premières parties, il reprend, étape par étape, la question juive, la question tchécoslovaque, la neutralité haïtienne et la déclaration de guerre d'Haïti, suite à Pearl Harbour en 1941. L'auteur insiste sur la vulnérabilité du pays plongé dans une crise économique majeure, mais aussi sur sa grande perspicacité pour « défendre ses intérêts » économiques et politiques à l'étranger.

La troisième partie est consacrée aux problèmes économiques et financiers. Malgré le fait que le peuple arri-